

Yasmine Dellagana-Sabry

Perquisitions en procédure pénale



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE
FACULTÉ DE DROIT

Schulthess § 2021
ÉDITIONS ROMANDES

Chapitre 1 Droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination.....	171
§ 13 GÉNÉRALITÉS.....	171
§ 14 RESTRICTIONS.....	201
Chapitre 2 Protection des secrets.....	214
§ 15 NOTIONS GÉNÉRALES.....	215
§ 16 SOURCES ET ÉTENDUE.....	217
§ 17 SITUATION ACTUELLE, APPRÉCIATIONS CRITIQUES ET PROPOSITION DE MODIFICATION DE L'ART. 264 AL. 1 CPP.....	220
§ 18 TYPOLOGIE.....	227
§ 19 EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA « BESCHLAGNAHMEVERBOT ».....	260
§ 20 VIOLATION	276
Chapitre 3 Privilèges et immunités.....	277
§ 21 SUR LE PLAN INTERNATIONAL	278
§ 22 SUR LE PLAN INTERNE.....	302
Partie IV Conséquences d'une perquisition illicite, voies de droit et responsabilité de l'État.....	321
Chapitre 1 Exploitabilité des preuves illégales.....	323
§ 23 TABLEAU RÉCAPITULATIF	323
§ 24 CAS PARTICULIER DES PREUVES ILLÉGALES RECUEILLIES PAR DES PERSONNES PRIVÉES	327
§ 25 SORT DES PREUVES ILLICITES INEXPLOITABLES	330
Chapitre 2 Voies de droit.....	332
§ 26 APERÇUS SCHÉMATIQUES	332
§ 27 PROBLÉMATIQUE DU RECOURS INTERJETÉ À L'ENCONTRE D'UNE PERQUISITION	334
Chapitre 3 Responsabilité de l'État.....	339
§ 28 PRÉTENTIONS DU PRÉVENU.....	340
§ 29 PRÉTENTIONS DES TIERS.....	349
Conclusion	355
Bibliographie	359

Table des matières

Remerciements	IX
Sommaire	XI
Table des matières.....	XIII
Abréviations.....	XXIII
Introduction	1
Partie I Fondements	3
Chapitre 1 Mesures de contrainte.....	5
§ 1 DÉFINITION ET BUTS.....	5
§ 2 TYPOLOGIE, SOURCES ET DÉLIMITATIONS.....	7
I. <i>Perquisition</i>	8
A. Notion.....	8
B. Délimitations.....	9
1. Par rapport à l'inspection.....	9
2. Par rapport à la fouille de sécurité	9
II. <i>Examen de la personne et du cadavre</i>	10
A. Notions	10
B. Délimitation.....	10
III. <i>Séquestre</i>	11
IV. <i>Mesures de surveillance secrètes</i>	12
A. Typologie.....	12
B. Délimitation.....	12
V. <i>Mesures techniques</i>	14
VI. <i>Mesures privatives de liberté</i>	16
Chapitre 2 Contexte procédural.....	19
§ 3 RECHERCHE DE LA VÉRITÉ MATÉRIELLE	20
I. <i>En général</i>	20
A. Par les autorités pénales.....	20
B. Concours des parties	24

II.	<i>Par rapport à la présomption d'innocence</i>	28
A.	En général	28
B.	Portée	29
C.	Violation du principe et ses conséquences	32
§ 4	DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE PÉNALE	33
I.	<i>Procédure préliminaire</i>	34
A.	Investigation policière	35
B.	Instruction par le ministère public	38
1.	Ouverture	38
2.	Recherche et récolte des preuves	41
a.	Délégation aux collaborateurs du ministère public	42
b.	Mandat décerné à la police	44
3.	Droits des parties	46
4.	Clôture	47
II.	<i>Procédure ordinaire de première instance</i>	48
A.	Phase préliminaire des débats	49
B.	Débats	53
C.	Voies de droit	56
1.	Niveau cantonal	56
2.	Niveau fédéral	57
III.	<i>Procédures spéciales</i>	58
IV.	<i>Tableau : Phases du procès pénal au cours desquelles une perquisition est susceptible d'être ordonnée</i>	68
Partie II	Conditions et exécution	71
Chapitre 1	Personnes, lieux et objets visés	73
§ 5	PERSONNES	73
I.	<i>Prévenu</i>	74
A.	Notion et portée	74
B.	Cas particulier de l'entreprise	75
II.	<i>Tiers</i>	78
§ 6	LIEUX	79
I.	<i>Lieux publics</i>	80

II. Lieux privés et mixtes.....	81
§ 7 OBJETS	84
I. En général.....	84
II. Cas particulier des documents et enregistrements.....	86
A. Notion.....	86
B. Copies	87
Chapitre 2 Droits fondamentaux	89
§ 8 DROITS AFFECTÉS.....	90
I. Protection de la sphère privée	90
II. Garantie de la propriété	92
III. Autres droits	93
§ 9 RESTRICTIONS JUSTIFIÉES	94
I. Base légale.....	94
II. Intérêt public : existence de soupçons suffisants.....	95
III. Proportionnalité	98
A. Critère de l'aptitude.....	98
B. Critère de la nécessité	100
C. Critère de la proportionnalité au sens étroit	101
Chapitre 3 Déroulement.....	102
§ 10 EN GÉNÉRAL.....	102
I. Compétences.....	102
II. Personnes présentes.....	105
A. Autorités pénales.....	105
B. Ayants droit et représentants	107
§ 11 EXÉCUTION.....	110
I. Moment.....	110
II. Mesures préparatoires et conservatoires	111
A. Prise en compte de l'environnement entourant la perquisition	111
B. Interdiction d'informer le client de la banque perquisitionnée de l'existence de la mesure de contrainte	112
C. Apposition de scellés.....	113
D. Surveillance de la personne présente et interdiction de s'éloigner	114

E. Recours à la force	115
F. Mesures d'exécution proprement dites	116
III. Consentement.....	117
IV. Mandat	119
A. Présentation.....	119
1. Principe.....	119
2. Exceptions.....	120
B. Contenu	121
V. Procès-verbal.....	127
§ 12 CAS PARTICULIERS.....	132
I. Perquisitions de documents et enregistrements.....	132
A. Exécution	133
1. Prise d'informations préalable.....	133
2. Tri par les autorités pénales	134
B. Scellés.....	137
1. Mise sous scellés	137
a. Ayants droit et devoir d'information des autorités	137
b. Forme de la demande	140
c. Motifs	140
d. Délai	142
e. Effets.....	144
f. Refus de l'autorité	145
2. Demande de levée des scellés	146
a. Autorité requérante et contenu de la demande.....	146
b. Délai	147
3. Procédure de levée des scellés	148
a. Parties.....	148
b. Autorité compétente pour statuer sur la requête	150
c. Délai	151
d. Examen.....	151
i. Étapes	152
ii. Recours à un expert.....	156

e. Prononcé	159
f. Recours.....	160
II. <i>Découvertes fortuites</i>	161
A. Notion.....	161
B. Conservation, transmission et exploitation.....	162
C. Voies de droit.....	166
Partie III Limites.....	169
Chapitre 1 Droit de ne pas contribuer à sa propre	
 incrimination.....	171
§ 13 GÉNÉRALITÉS.....	171
I. <i>Sources</i>	171
A. Droit supranational	172
B. Droit suisse.....	172
II. <i>Notion et but</i>	173
III. <i>Délimitation</i>	175
IV. <i>Devoir d'information</i>	176
A. Principe.....	176
B. Violation	177
V. <i>Ayants droit</i>	179
A. Prévenu.....	179
B. Cas particulier des témoins et personnes appelées à donner des	
renseignements	180
1. Témoins	180
2. Personnes appelées à donner des renseignements	182
3. Détermination du statut	186
a. Compétence	186
b. Appréciation erronée de l'autorité	187
c. Recours.....	188
C. Synthèse et effets sur le déroulement de la perquisition.....	189
1. Privilège de non-incrimination.....	190
2. Collaboration active.....	192
a. Restreinte ou complète ?.....	192

b. Comportements sanctionnables.....	193
i. Manœuvres dilatoires.....	194
ii. Obstruction.....	199
3. Aperçu schématique.....	199
§ 14 RESTRICTIONS.....	201
I. <i>Obligation de tolérer et de non-entrave</i>	201
A. Soumission.....	201
B. Violation.....	202
1. Manœuvres dilatoires.....	202
2. Obstruction.....	204
II. <i>Collaboration</i>	206
III. <i>Conséquences sur le jugement</i>	207
A. Appréciation des preuves.....	207
B. Fixation de la peine.....	209
1. Comportement négatif.....	210
2. Comportement positif.....	211
3. Appréciation personnelle.....	213
Chapitre 2 Protection des secrets.....	214
§ 15 NOTIONS GÉNÉRALES.....	215
§ 16 SOURCES ET ÉTENDUE.....	217
§ 17 SITUATION ACTUELLE, APPRÉCIATIONS CRITIQUES ET PROPOSITION DE MODIFICATION DE L'ART. 264 AL. 1 CPP.....	220
I. <i>Secrets de tiers</i>	220
II. <i>Avocats et autres détenteurs au sens des art. 170 à 173 CPP</i>	222
III. <i>Objet de la protection</i>	225
IV. <i>Proposition de modification</i>	225
§ 18 TYPOLOGIE.....	227
I. <i>Protection complète</i>	227
A. Secret de fonction.....	228
1. Détenteurs.....	229
2. Portée.....	230
B. Secret professionnel.....	231

1. Professions concernées	233
2. Secret appris dans le cadre de l'activité du professionnel.....	238
a. En général	238
b. Cas particulier du secret professionnel de l'avocat.....	240
3. Durée de la protection	244
C. Secret rédactionnel.....	245
1. Professionnels des médias.....	247
2. Objets	249
3. Durée.....	251
II. <i>Protection relative</i>	251
A. Secret relevant de la sphère intime.....	252
1. Notion	252
2. Documents et enregistrements personnels	252
3. Pesée des intérêts	252
B. Secret fondé sur un devoir de discrétion au sens de l'art. 173 al. 1 CPP	254
1. Professions concernées	254
2. Pesée des intérêts	255
III. <i>Protection exceptionnelle</i>	255
A. Vraisemblance d'un intérêt privé prépondérant.....	255
B. Autres secrets protégés par la loi	255
1. Secret bancaire.....	256
a. Notion	256
b. Défaut d'intérêt prépondérant.....	257
2. Secret économique	258
C. Mesures de sauvegarde.....	259
§ 19 EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA « BESCHLAGNAHMEVERBOT ».....	260
I. <i>Levée du secret</i>	261
A. Consentement du maître.....	262
B. Décision de l'autorité.....	263
C. Conséquences pour le détenteur du secret.....	265
II. <i>Interdiction de l'abus de droit</i>	266

A. Cas du détenteur (co)prévenu	267
B. Dissimulation de preuves	270
III. <i>Dispositions de procédure pénale</i>	271
A. Art. 171 al. 2 let. a CPP : Secret professionnel	271
B. Art. 172 al. 2 CPP : Secret rédactionnel	272
§ 20 VIOLATION	276
Chapitre 3 Privilèges et immunités.....	277
§ 21 SUR LE PLAN INTERNATIONAL	278
I. <i>Généralités</i>	278
A. Notions	278
1. Inviolabilité.....	278
2. Immunités de juridiction et d'exécution pénales	279
B. Délimitation.....	280
II. <i>Locaux, personnes et biens inviolables</i>	281
A. Des représentants ou organes des personnes morales de droit public	281
1. Objet de la protection	282
2. Typologie des bénéficiaires et étendue de la protection.....	283
a. Membres de missions diplomatiques et de postes consulaires	284
i. Protection complète.....	285
ii. Protection restreinte	286
b. Chefs d'État, chefs de gouvernement et ministres des affaires étrangères	287
c. Fonctionnaires internationaux et organes des tribunaux internationaux	288
B. De l'institution	290
III. <i>Limites</i>	294
A. Crimes internationaux.....	294
1. Devant les tribunaux internationaux	294
2. Devant les tribunaux internes.....	294
B. Levée des privilèges et immunités	295
1. Principe	295

2. Contexte.....	297
3. Autorités compétentes.....	298
4. Cas particulier des locaux ou biens de l'institution.....	300
IV. Violation.....	301
§ 22 SUR LE PLAN INTERNE.....	302
I. Généralités.....	302
II. Limite absolue.....	303
III. Limites relatives.....	305
A. Typologie.....	305
1. Pour les propos tenus devant le parlement cantonal.....	306
2. Pour les actes ou omissions commis dans l'exercice des fonctions officielles.....	306
3. Pour les actes ou omissions commis à titre privé.....	308
B. Levée de l'immunité.....	309
1. Contexte.....	309
2. Formes.....	311
a. Renonciation du bénéficiaire.....	312
b. Procédure d'autorisation.....	312
i. Autorités compétentes.....	313
ii. Requête du ministère public.....	315
iii. Procédure d'examen.....	315
iv. Voies de droit.....	317
IV. Violation.....	319
Partie IV Conséquences d'une perquisition illicite, voies de droit et responsabilité de l'État.....	321
Chapitre 1 Exploitabilité des preuves illégales.....	323
§ 23 TABLEAU RÉCAPITULATIF.....	323
§ 24 CAS PARTICULIER DES PREUVES ILLÉGALES RECUEILLIES PAR DES PERSONNES PRIVÉES.....	327
§ 25 SORT DES PREUVES ILLICITES INEXPLOITABLES.....	330
Chapitre 2 Voies de droit.....	332
§ 26 APERÇUS SCHÉMATIQUES.....	332

I. <i>Perquisition de locaux et fouille de personnes et d'objets (art. 244 s. et 249 s. CPP)</i>	332
II. <i>Perquisition de documents et enregistrements (art. 246 ss CPP)</i>	333
§ 27 <i>PROBLÉMATIQUE DU RECOURS INTERJETÉ À L'ENCONTRE D'UNE PERQUISITION</i>	334
I. <i>En général</i>	334
II. <i>Pratique jurisprudentielle</i>	336
Chapitre 3 Responsabilité de l'État	339
§ 28 <i>PRÉTENTIONS DU PRÉVENU</i>	340
I. <i>Perquisitions illicites</i>	340
A. <i>Principe</i>	340
B. <i>Postes sujets à indemnisation et réparation</i>	340
C. <i>Procédure d'indemnisation et contestation des prétentions</i>	343
II. <i>Perquisitions licites</i>	345
A. <i>Principe</i>	345
B. <i>Postes sujets à indemnisation et réparation</i>	345
C. <i>Procédure d'indemnisation et contestation des prétentions</i>	346
§ 29 <i>PRÉTENTIONS DES TIERS</i>	349
I. <i>Principe et ayant droit</i>	349
II. <i>Postes sujets à indemnisation et réparation</i>	351
III. <i>Procédure d'indemnisation et contestation des prétentions</i>	351
Conclusion	355
Bibliographie	359